

Jacques Maréchal – Haute-Marne

Mon intervention portera sur la Smart et la situation politique : L'annonce de la vente du site de la Smart par Daimler est un coup terrible porté à toute une région. L'inauguration de ce site par H. Kohl et J. Chirac a été un évènement européen en 1997. Ce site a bénéficié d'une masse importante de financement du niveau local jusqu'au niveau européen dont personne n'a évalué le montant réel. Annoncé pour aider la reconversion de la Moselle de l'après charbon, il est aujourd'hui gravement menacé moins de trente ans après son lancement, aggravant encore ainsi le décrochage économique de toute la région. Ce dossier ne peut pas être traité par la seule fédération de la Moselle. Car il soulève des questions au niveau national comme européen. Je souhaite donc une réunion en vidéo sur cette question avec le secrétariat du parti, les secteurs : Europe Economique et entreprise avant de faire le point et de déterminer le travail du parti.

S'agissant de la situation politique, je partage le rapport de Fabien sur la gravité de la crise démocratique que révèle l'abstention aux dernières élections. Une partie majoritaire des classes populaires refuse désormais de voter car elle rejette la vie institutionnelle à laquelle nous participons. Cette situation est dangereuse et elle ne se résoudra pas pour nous par un travail uniquement sur nos propositions. Il s'agit de trouver une démarche qui permette de donner un nouvel espace politique à l'intervention citoyenne. Beaucoup est écrit sur l'après Covid, on peut remarquer de larges convergences à ce sujet dans le dernier livre d'Egare Morin « une autre voie » et la dernière publication de notre camarade Bernard Vasseur « après la crise sanitaire ? penser l'après capitalisme. L'existence de ces convergences est un point d'appui.

Pierre Miquel – Puy de Dôme

Comme ailleurs, le bilan des municipales est mitigé dans le Puy de Dôme.

Notre nombre d'élus communistes se tasse légèrement (55) mais un potentiel se fait jour avec près de 60 conseillers municipaux sympathisants laissant espérer en une Adocr dépassant la centaine de membres.

Parmi les points noirs, la perte de 2 villes de plus de 10 000 habitants, Thiers et Aubière.

Dans la première, il y avait un maire encarté; dans la seconde un maire ayant rendu sa carte il y a plusieurs années.

Pour ces 2 villes, la difficulté a été de préparer une succession / transition avec en toile de fond un affaiblissement de l'orga qui a handicapé la recherche de relève.

A contrario, nous gagnons une municipalité de plus de 3500 hab dans l'agglomération clermontoise ce qui permet de peser un peu plus à l'échelle métropolitaine.

Autre élément saillant, la difficulté à prendre en compte l'échelon intercommunal et à le traiter à égalité avec l'enjeu municipal. Une erreur que d'autres forces politiques ne commettent pas et qui conduit à une sous représentation des élus communistes dans des lieux de décisions toujours plus importants.

Globalement la droite se renforce et gagne quelques positions avec une nette domination en milieu rural, qui compte aussi beaucoup de listes sans étiquettes. Elle dirige presque toutes les sous préfectures.

La Gauche arrive à maintenir l'essentiel de ses positions avec notamment l'apport précieux des communistes pour réussir le rassemblement, là où d'autres se plaisent à diviser.

Dans la capitale auvergnate, c'est un cinglant revers qui est infligé à LR et LREM qui avaient fusionné dans l'entre deux tours. Pour autant, pas de triomphalisme car l'abstention à Clermont-fd a atteint 70% et la FI, issue localement d'une tradition solidement ancrée de l'extrême gauche, réalise 15% des suffrages au second tour.

Enfin les communistes, avec leurs chefs de file, sont identifiés dans plusieurs villes comme premier opposant face à une droite pas si à l'aise que ça.

Si je devais retirer les principaux atouts qui ont joué en notre faveur, je pointerai :

- l'engagement irréprochable dans les luttes (encore récemment le 25 Juin à Luxfer et demain aux côtés des salariés de HOP)

- la persévérance dans les batailles à l'image de celle d'André Chassaigne pour faire aboutir la revalorisation des pensions agricoles. Ainsi la gratuité des transports en commun, la création de centres de santé pour lutter contre les déserts médicaux ou encore la défense de l'outil industriel ont permis d'identifier l'apport original des communistes.
- l'esprit de rassemblement. Notre "bagage" politique fait de nous des militants reconnus et respectés. Cette capacité d'analyse politique, de prise d'initiative, de gestes militants (même si les progrès à opérer sur l'utilisation des réseaux sociaux doivent être considérablement amplifiés) fait du PCF une force motrice dans le rassemblement capable de s'adresser à tout le spectre d'une gauche éclatée.

Activité estivale et rentrée de septembre

Tout d'abord il faut noter un rebond dans le nombre d'adhésions malgré une difficulté chronique pour que la question du renforcement ne soit pas tabou et soit l'affaire de toutes et tous.

Afin de faciliter de nouvelles adhésions mais aussi d'entretenir le lien avec les camarades cet été, tout en se corsetant davantage sur le plan idéologique, nous proposons à nouveau trois barbecues de formation dans les prochaines semaines qui se dérouleront comme d'habitude à la fédération.

Une réunion de notre direction départementale est également prévue vendredi 10 Juillet pour faire un premier bilan des municipales. Ce sera l'occasion de réfléchir aux axes de mobilisation des communistes dans les prochaines semaines : la dégradation de la situation économique et sociale va constituer un enjeu majeur en particulier dans notre département fortement marqué par l'activité industrielle.

L'idée sera aussi vraisemblablement d'être à l'initiative pour rencontrer les forces de gauche dès la rentrée de Septembre afin de proposer des batailles communes mais aussi de prendre le pouls dans la perspective des élections départementales et régionales de Mars 2021.

Enfin pour célébrer le centenaire du PCF, la piste retenue à l'heure actuelle serait un grand banquet populaire accompagné d'un concert très festif fin novembre/début décembre.

Anaïs Fley – Hauts-de-Seine *(non communiquée)*

Julien Attal – Seine-Saint-Denis *(non communiquée)*

Isabelle Lorand – Val-de-Marne

Le choc à Vitry est terrible. La déflagration aura des répliques dont nous ne mesurons certainement pas encore les multiples conséquences. Si 350 personnes se sont réunies en moins de 36 heures pour demander la démission de l'imposteur, c'est que la résistance ne fait que commencer.

Il y a d'abord un choc politique. Les Vitriotes et les vitriots ont voté pour un projet, pour une équipe, pour un maire. Pour eux, au soir du 28 juin, ils avaient élu Jean-Claude Kennedy. Contre et au mépris du suffrage universel un imposteur s'est installé dans le fauteuil du premier magistrat.

Cela au prix de tractations, de marchandages engagés de longue date et dans le plus grand secret. Nous avons par exemple appris dès le lendemain de son « coup de force », que Mr Bell Lloch avait marchandé la place de titulaire à EELV pour la législative partielle de Vitry-sud/Alfortville.

Il y a une crise morale. Il n'y a pas de société, de civilisation possible s'il n'y a plus de confiance, si la parole donnée n'a plus de sens. L'organisation de l'infiltration dans la liste de candidats de gens qui n'avaient qu'un seul objectif, renverser Jean-Claude Kennedy, dès son élection, par son propre directeur de campagne (qui était Mr Bell'Lloch) relève à proprement parler de la trahison. Dans toutes les villes, le comportement du maire donne le « La », *a fortiori* dans une ville de près de 100 000 habitants. Si le maire se permet des pratiques inacceptables, quel modèle donne-t-il aux plus jeunes ?

Si la situation perdurait, nous entrerions dans une crise institutionnelle. D'abord parce qu'un maire illégitime n'aurait pas de poids dans ses discussions, que ce soit avec l'État, avec les autres collectivités, avec les industriels ou avec les promoteurs... Mais aussi parce qu'avec moins d'un quart des conseillers appartenant à son groupe, Mr Bell'Lloch peinerait à trouver des majorités sauf

à être en otage de celles et ceux qui se sont montrés complices du « coup de force ». Cela même au prix de renoncements aux raisons d'être du communisme municipal.

Cet évènement entache gravement l'image du Parti communiste pour son 100^{ème} anniversaire.

Malgré notre affaiblissement, nous restons reconnus pour notre sincérité, notre probité, notre attention à l'intérêt général. A l'heure du « tous pourris », ces qualités dénotent fortement dans le paysage politique. Elles sont extrêmement précieuses pour le Parti communiste, pour la politique, pour la démocratie. C'est une attaque grave à l'image d'intégrité que nos aîné.e.s ont construit par leurs luttes héroïques dans la Résistance, dans les guerres coloniales, dans les usines et les quartiers, dans les villes comme dans les campagnes... Enfin, Vitry restait ce que les médias qualifient de « bastion ». En effet avec 50 % sur une triangulaire, Vitry était une ville imprenable. Mais ça, s'était avant le 4 juillet...

Après deux jours de stupeur, les Vitriot.e.s nous demandent « mais comment en sommes-nous arrivés là ». Pour ma part je leur dis plusieurs choses et avant tout que, tant que l'impossible ne s'est pas produit, il est impossible. Personne ne pouvait croire à un tel coup de tonnerre lors du conseil d'installation sans précédent dans l'histoire. Pourtant, il y avait des signes avant-coureurs qui auraient dû tous nous alerter. Et en particulier, la direction nationale.

Je pense à ce recours déposé par une quinzaine de camarades qui ont fait que Vitry est Vitry. Ils ont donné leur vie au parti avec l'engagement et la sincérité irréfutable que tous leurs reconnaissent. Lorsque ces camarades ont alerté sur les dysfonctionnements, nous aurions collectivement dû les entendre. Pour qu'ils et elles saisissent la direction, c'est que quelque chose d'extrêmement grave était en préparation.

Certains veulent faire croire qu'il s'agit d'une querelle de chapelle, d'un conflit de personnes, d'un affrontement texte 1,2,3,4 du dernier congrès... Mais ne vous y trompez pas camarades. Il n'en est rien. Il s'agit d'un coup de quelques personnes qui ont pris le Parti communiste comme un marche-pied. Sans doute est-ce pour cela que Pierre Bell'lhoc, encore secrétaire de section, refuse de convoquer une assemblée générale. Sans doute est-ce pour cela qu'il n'est pas en mesure de s'expliquer devant ses camarades dont les condamnations viennent de camarades de toutes opinions.

Je remercie la direction du parti pour sa condamnation ferme et sans ambiguïté. Je remercie les condamnations sans appel des groupes communistes et des groupes socialistes au Département. Je prends note de la décision d'Europe Ecologie Les Verts d'exclure temporairement le chef du complot au sein d'EELV et de la mise sous tutelle totale du groupe.

Je crois que désormais le Parti communiste doit se préserver d'être un dégât collatéral de cet acte immensément répréhensible. Nous ne devons pas avoir la main qui tremble pour demander la démission de ces imposteurs.

Fabien Guillaud-Bataille - Val-de-Marne

Après notre exécutif fédéral du lundi 6 juillet 2020, nous avons saisi la commission nationale de médiation et de règlement des conflits à l'unanimité moins une abstention (21 présents sur 24 membres), suite au déroulement du conseil municipal d'installation de Vitry-sur-Seine le 4 juillet dernier au matin. J'entends avec satisfaction que le secrétaire national a lui-même saisi cette commission. Mais, je ne pense pas que cela suffise et que nous pouvons attendre simplement la décision de la commission.

Je demande donc à ce que le Conseil national de notre parti prenne position sur ce qui se passe à Vitry-sur-Seine. C'est l'avis très majoritaire du conseil départemental du 94 qui m'a demandé d'obtenir l'autorisation de convoquer une AG des communistes de Vitry-sur-Seine avant le nouveau conseil municipal de samedi 11 juillet.

Ne mettons pas en rapport les résultats mauvais des municipales dans le 94 malgré la victoire de Villejuif, ou les débats de congrès qui perdurent avec cet évènement.

Restons-en aux faits : les 5 et 6 avril 2019, les communistes de Vitry ont désigné comme tête de liste JC Kennedy par 93 voix pour, 23 contre et 7 abstentions. Cette candidature a été validée par le CD du 94 et par le Conseil national de notre parti. La liste conduite par notre camarade a été élue

par 49,8 % des votants dans un contexte de triangulaire le 28 juin au soir. Les communistes réunis en AG jeudi 2 juillet au soir n'ont été informés d'aucun problème, aucune difficulté posant question sur la désignation de JC Kennedy comme maire le samedi 4 au matin.

Nous devons appeler nos camarades ayant obtenu des postes ou délégations lors de ce conseil municipal du 4 juillet à démissionner de leurs fonctions, pour permettre de reprendre le débat entre nous.

Par ailleurs, je me vois contraint de demander, qu'à tout le moins, la commission décide de suspendre des camarades impliqués directement dans cet événement de leur responsabilité interne à tous les échelons pendant le temps de ses travaux. Déjà, des socialistes appellent à la démission de leurs membres. EELV a exclu à titre provisoire le président de son groupe local et nouvel adjoint au maire.

Ne soyons pas les derniers à nous positionner clairement. C'est la condition pour retrouver notre intégrité, notre probité, notre honneur et notre capacité à convaincre demain des électeurs dans tout le département du 94.

Alors, soyons digne et aujourd'hui, décidons !

Proposition au Conseil national de voter une motion.

Une fenêtre s'est ouverte sur la situation à Vitry-sur-Seine

Laurence Cohen – Val-de-Marne *(non communiquée)*

Marie-Jeanne Gobert – Calvados *(non communiquée)*

Hadrien Bortot – Paris

Intervention débat Vitry : je considère que la demande de la fédération du Val de Marne est légitime. Je comprends que Fabien, Laurence, Isabelle, demandent au Conseil National, de suspendre à titre conservatoire, comme nous le faisons dans d'autres cas, des adhérents de leurs droits dans l'attente qu'ils soient entendus par la commission de conciliation et de règlement des conflits.

Il s'agit bien d'une décision à titre conservatoire pour pouvoir rendre aux communistes de Vitry la parole et leur permettre de débattre démocratiquement, ce qui est impossible au vue de la situation et de la position prise par le secrétariat de section. Nous ne procéderions pas ainsi à une exclusion, mais nous favoriserions la reprise en main par les communistes du processus démocratique qui leur a été confisqué lors de manœuvres inqualifiables au Conseil Municipal d'installation.

Cette affaire rend manifeste, que certain.e.s considèrent que notre Parti, sa marche en avant, son unité, tout cela n'aurait pas de limites et qu'on peut donc s'affranchir de nos valeurs communes pour satisfaire ses intérêt. Pour moi c'est impensable. Le respect de la démocratie, du vote et de la souveraineté populaire s'exprimant par le suffrage universel, ne peuvent pas être bafoués pour maintenir de soi-disants intérêts de Parti. C'est la même chose lorsque l'on touche à des question de justice ou de dignité, notre Parti et ses intérêts ne doivent pas servir à justifier l'injustifiable.

Ce qui s'est passé à Vitry est un poids pour l'ensemble des communistes. Nous sommes reconnus comme des gens de parole et de fidélité, comment demain avec nos partenaires politiques conserver cette dignité si notre direction ne prend pas de mesures fortes. Je fais le vœux non seulement que nous appelions les élu.e.s qui ont foulé au pied le choix éclairé des électeurs à démissionner, mais également que la direction nationale soit présente samedi matin aux côtés de Jean Claude Kennedy, des vitriottes et des vitriots, pour demander le respect de leur vote.

Concernant le débat général : je tiens à exprimer mes divergences d'appréciation et d'analyse concernant deux sujets de ces élections municipales :

Tout d'abord au sujet de la vague verte, il est à mon sens très réducteur de caractériser le vote écologiste comme un vote de petit bourgeois de Centre-Ville comme j'ai pu l'entendre ici. Dans le chaos actuel à gauche, le vote écolo est, à mon sens, un vote refuge pour une frange de nos concitoyens qui considère le capitalisme comme en crise et à dépasser. L'écologie politique, même

si elle est encore un projet vide, est pour beaucoup le projet d'une rupture nécessaire avec le capitalisme. Je souhaite que nous ayons une réflexion plus approfondie sur ce sujet. Tant que nous laisserons la place, nous continuerons à pouvoir considérer dans notre bulle qu'il s'agit de préoccupations bourgeoises. Mais des théories comme celle de l'effondrement doivent être investies avec le regard et la puissance d'une déconstruction à visée émancipatrice que nous portons.

Ensuite, et cela va dans le même sens, cette *Union de la Gauche*, matrice de victoires électorales, n'est ni celle de 81, ni celle de 97. L'union de la gauche de 2020 s'est faite avec les citoyens, et avec des contenus permettant de mener une bataille culturelle sur les nécessaires ruptures avec la ville néolibérale : Ralentissement de la ville, Municipalisation de l'eau, mobilité douce, relocalisation de l'économie et nouvelle organisation du secteur de l'alimentation, renouvellement de la démocratie locale. Ces sujets sont éminemment politiques, et là encore nous aurions tort de considérer qu'ils n'ont rien à voir avec ce que sont les communistes du 21^e siècle.

J'en viens à ma conclusion, ce sont ces ruptures et ces innovations qui doivent guider notre rapport aux élections intermédiaires et au couple présidentiel et législatives. J'entends Igor que nous allons mettre en débat nos propositions sur l'emploi, et que nous allons faire la démonstration de leur pertinence. Mais ce débat, il ne peut être considéré comme celui de la rencontre des communistes avec le peuple, le travail que nous avons à faire, c'est celui de l'acculturation. Dans cette période troublée, où la gauche se cherche un lexique et un imaginaire (nous en avons parlé à propos du racisme le mois dernier), où la gauche et ses organisations politiques et syndicales sont extrêmement faibles, nous devons chercher à faire culture commune, à construire ensemble des projets de rupture avec le capitalisme. C'est le chemin que nous devons proposer pour les prochaines échéances électorales. Je suis de celles et de ceux, et ils sont nombreux, qui ne se satisferont pas d'un parti communiste de témoignage, d'un parti communiste fier de son score aux élections européennes, et fier de son candidat à l'élection présidentielle. Moi je rêve d'un Parti Communiste utile qui participe de la construction d'un projet de rupture avec le capitalisme, le productivisme et l'ensemble des dominations, un parti communiste à pied d'œuvre pour construire une majorité de transformation sociale.

Alain Guilbert – Corrèze *(non communiquée)*

Fabien Roussel – Nord *(non communiquée)*

Julia Castanier – Paris *(non communiquée)*

Jean-Marc Durand – Drôme *(non communiquée)*

Pierric Annoot – Hauts-de-Seine *(non communiquée)*

Aymeric Seassau – Loire Atlantique *(non communiquée)*

Igor Zamichiei – Paris *(non communiquée)*

Pierre Laurent – Paris

Je ne reviens pas sur les faits. Ils ont été explicités et ils sont malheureusement clairs. La méthode qui a été employée pour renverser le maire, Jean-Claude Kennedy, ne peut être que condamnée. Elle bafoue nos principes et les décisions validées en transparence par les communistes et le Conseil national.

Il est donc normal d'en débattre, et le Conseil national a un rôle particulier à jouer. Il s'agit, après ces élections municipales, de la plus grande commune après Montreuil qui ait élu un maire communiste. Ne racontons pas d'histoire sur le rôle que peut jouer la commission des conflits. En vertu de nos statuts, elle va juger si oui ou non ceux-ci ont été respectés ou trahis. Et elle décidera en fonction d'une échelle de sanctions très limitée. Si les statuts ont été bafoués, la commission peut

prononcer la suspension des droits. Notre CN peut lui aussi agir, acter le retrait des camarades concernés de leurs responsabilités comme Fabien Roussel vient de le prononcer pour les deux membres du Conseil national. C'est un premier pas. Je partage pour ma part la proposition d'aller plus loin et d'appeler les élus concernés à démissionner de leurs fonctions de maire et d'adjoints pour permettre au Conseil municipal de reconstruire un exécutif sous la responsabilité de Jean-Claude Kennedy, conformément aux choix du suffrage universel.

Cette décision politique est la seule à même de relancer les bases de la reconstruction de l'unité des communistes. Car aucune raison politique, en supposant qu'il y en ait d'autre que l'ambition, ne justifie d'être réglée au Parti communiste de cette manière. C'est aussi une décision politique de clarté en direction des électeurs et de nos partenaires, à quelques mois d'élections départementales où se jouera la poursuite de la gestion du Val-de-Marne.

Les deux formations politiques impliquées dans ce coup bas, le PS et EELV, ont demandé aux élu.e.s de leurs partis qui sont devenu.es adjoint.e.s de démissionner de leurs postes. EELV a exclu déjà sans attendre pour trois mois leur chef de file, en lui retirant l'investiture pour la législative partielle de septembre, dont il se prévalait dans un communiqué suite à un prétendu accord avec le PCF, ce qui était faux. Et nous, nous allons attendre ?

Ce n'est pas possible pour moi. Le CN doit agir avec clarté, et permettre aux communistes vitriots de repartir sur des bases saines. J'apprends ce matin que le secrétaire de section qui est maintenant le maire refuse de réunir en AG les communistes de Vitry. Tout cela est alarmant. Nous sommes toutes et tous inquiet.e.s face à l'abstention massive, au mouvement profond de dépolitisation qui remet en cause le sens du vote ; et nous contribuerions nous-mêmes à alimenter l'idée du « tous pourris » et de la confiscation de la politique ? C'est de la folie. Comment être crédibles si nous n'arrivons pas à faire respecter nos propres règles communes, a fortiori quand elles sont piétinées par des responsables nationaux ? Nous sommes le parti de la parole donnée. Pour être respectés, commençons par nous respecter nous-mêmes.

Hervé Poly – Pas-de-Calais (*non communiquée*)

Vanessa Ghiatti – Hauts-de-Seine

Je partage complètement la demande de Fabien au nom de la FD94 et ce qu'a dit Pierre. Cela va au delà de la simple question du PCF. C'est une question morale et éthique. Dans une période de méfiance par rapport aux politiques et élu.e.s, nous devons envoyer des signes forts qui disent notre attachement aux valeurs collectives, au respect du suffrage universel et de souveraineté des communistes. En attendant le travail de la commission, il faut prendre des décisions. Il y a des élu.e.s locaux et militants qui espèrent une décision de la direction nationale.

Frédéric Boccara - Hauts-de-Seine

1. Je ne comptais pas intervenir dans ce débat. Mais je me sens tenu de le faire vu les proportions et le ton qu'il prend ici.
2. Nous avons une responsabilité de direction nationale qui est de ne pas jeter de l'huile sur le feu. D'une part, nous devons voir les questions politiques. D'autre part nous ne devons pas nous prononcer ici alors que nous n'avons quasiment pas d'informations directes.
3. Sur le fond, il s'agit de prendre de la hauteur. La question de fond, c'est celle de la relation entre les militants communistes et les élus. Et nous devons avancer dessus. D'un côté les élus expérimentent des contraintes dites « de gestion » sur lesquelles souvent ils n'arrivent pas à se faire entendre des militants. De l'autre côté les militants posent les questions en termes « de luttes » et déplorent le manque de dialogue avec les élus lorsqu'ils sont situés en position de gestion. Les deux aspects sont tout aussi importants. Nous voulons à la fois gérer et lutter, être un parti révolutionnaire qui ne se coule pas purement dans les institutions, mais aussi conquérir des pouvoirs dans les institutions, pas seulement pour y avoir une tribune

(même si c'est très important) mais aussi gérer, gagner par la gestion tout ce qui permet d'avancer, d'améliorer la vie des « gens », avec les intéressés eux-mêmes, avec la conception de la démocratie qui est la nôtre. N'oublions pas que Vitry est une des rares villes à direction communiste où le maire d'alors Jean-Claude Kennedy a accepté la « contractualisation » du budget ... Et déjà une partie importante des communistes exprimait son désaccord car cela revient à imposer une forme d'austérité prétendument consentie !. La question est, je crois, pour nous, conseil national, d'organiser, de permettre un véritable dialogue de gestion et de lutte entre élus et militants. C'est d'autant plus important avec les enjeux qui sont devant nous : la crise qui va monter et les différentes échéances électorales, départementales et régionales, puis présidentielle et législatives.

4. Le 38^e congrès n'a pas permis que nous ayons cette discussion, que nous nous posions collectivement ces questions. Le texte de congrès, le Manifeste, les abordait pourtant. Mais c'est ainsi. Et depuis, je l'ai souvent déploré, il n'a pas été recherché d'avancer sur l'appropriation collective par les communistes du texte de congrès, appelé familièrement « Le Manifeste », ni de pousser nombre des débats nécessaires. C'est ainsi en tout cas, à la date d'aujourd'hui.
5. Pour ce qui concerne les faits, un maire communiste a été élu, et ceci de façon démocratique, avec la majorité absolue dès le premier tour et apparemment la majorité des élus communistes du conseil municipal ont voté pour lui.
6. Pour le reste, bien sûr, j'ai des informations, j'ai des amis à Vitry des différents côtés. Depuis très longtemps. Un fait important à mes yeux, c'est que la direction de section – son secrétariat – s'est réunie pour décider de la conduite à tenir. Et pour moi c'est très important, car une instance de direction élue par les communistes qui a décidé, même si c'est dans l'urgence bien évidemment. Mais on va peut-être me dire : tes informations sont partielles. Et je l'entends. C'est pourquoi nous ne pouvons pas décider ici à la place des communistes de Vitry.
7. Nous sommes la Direction nationale ici. De ce point de vue, je désapprouve le fait qu'une déclaration signée « Direction nationale » ait été produite dès le samedi de l'élection du maire communiste de Vitry sur Seine. Cette instance n'existe pas. Est-ce le CEN ? Je suis membre du CEN, or il n'a pas été consulté ni réuni pour cette déclaration. Est-ce le CN ? Je suis membre comme vous du CN, or il n'a pas été consulté ni réuni pour cette déclaration. Donc cette déclaration, qui met de l'huile sur le feu, n'existe pas.
8. Nous n'avons pas à approuver ou à condamner. Nous avons à mener un travail politique. Nous avons à permettre aux communistes de se mobiliser pour les batailles qui sont devant nous, à commencer la résistance à la crise et la riposte. C'est pourquoi je demande en amont un vote où les membres du CN peuvent exprimer s'ils jugent opportun de se prononcer ici ou non, et avec aussi peu d'information, sur le cas de Vitry, et en l'absence des principaux intéressés, pourtant membres de notre instance.

Pascal Savoldelli – Val-de-Marne (*non communiquée*)

Marie-Christine Burricand – Rhône

Le trait dominant de cette élection municipale, c'est la poursuite de la crise politique et démocratique dans un contexte de ce crise sociale et économique grave.

Le premier symptôme de cette crise, c'est l'abstention qui ne peut se résumer au Covid.↵

C'est aussi l'émergence de votes de "voisinage", des pratiques antidémocratiques, mafieuses, communautaristes de toutes sortes, la recherche de solutions individuelles ; On élit parfois son maire comme un patron, celui qui semble avoir le plus de moyens et de force personnelle. Ces pratiques qui s'étendent trouvent leur espace dans la crise du lien politique, notre affaiblissement dans certains quartiers.↵

A Vénissieux, nous sommes heureux d'avoir gardé la ville dans une bataille difficile ; La victoire sur la circonscription métropolitaine ouvre des conquêtes possibles.↵

Nous gagnons de villes -Bobigny, Villejuif, Noisy, Rive de Gier...-, il faut le mettre en valeur, combattre l'idée d'un déclin inéluctable, qu'on ne peut pas regagner une ville perdue.↵

Nous perdons des villes, parfois emblématiques. C'est douloureux. Cela ne vient pas dans un ciel serein. Souvent, ces villes étaient déjà en difficulté en 2014 ou bien on retrouve un changement de maire ou la perte d'un mandat national. Nous ne sommes pas assez attentifs à ces modifications et leurs conséquences, ni aux forces mises parfois en oeuvre par nos adversaires. La Métropolisation pèse aussi beaucoup. Soyons aussi plus sensible aux évolutions sociologiques. En tous cas, dans ces villes, il faut se placer rapidement en situation de reconquête.↵

Malgré nos efforts locaux, le sentiment d'abandon reste très fort dans les quartiers populaires, l'idée que voter ne changera rien, nourrie par les reniements de la gauche des 20 dernières années.↵

La question démocratique grandit dans ce pays ; ces municipales ont été un moment d'aggravation. Les municipales ont été affaiblies par les conditions de tenue des deux tours. Le rapport des habitants aux maires se modifie. Nous devons travailler plus précisément sur ces questions. L'organisation et l'activité politique du parti sont essentielles.

Les annonces de Macron sur les régions-qui pourraient légiférer-vont renforcer les inégalités territoriales, casser la souveraineté nationale, nous enfermer dans le modèle européen; C'est une grande bataille que le PCF doit mener.

Nathalie Marchand – Somme *(non communiquée)*

Nathalie Simonnet – Seine-Saint-Denis *(non communiquée)*

Denis Durand - Paris

Le taux record d'abstention aux élections municipales témoigne de l'approfondissement de la crise politique. La crise n'épargne pas notre parti, avec deux aspects contradictoires : d'une part le lent épuisement d'un modèle périmé de relations entre les élus et le Parti s'accélère. D'autre part, la preuve est administrée qu'un redressement est possible. C'est à la lumière de ce fait politique qu'il faut analyser la situation à Vitry si on veut, comme l'affirme le rapport, rétablir la sérénité dans le département, dans le respect des communistes de Vitry et de leurs décisions.

Dans les plus grandes villes, des coalitions de gauche, auxquelles nous contribuons de tout notre apport militant, ont pu l'emporter sur la droite et sur l'extrême-droite.

Mais la portée de ces victoires doit être relativisée au regard de l'abstention massive de l'électorat populaire – ce qui devrait être notre électorat. Or, c'est bien d'une mobilisation convergente de ces couches populaires et des couches moyennes que nous aurions besoin pour résister à la crise et pour faire des prochaines échéances électorales un moment de reconquête, pour une alternative aux politiques inspirées par la domination du capital.

Le déferlement des plans de suppressions d'emplois dans les grands groupes, avec le soutien actif du gouvernement, ne peut plus être ignoré, ni l'onde de choc qu'il produit sur l'ensemble du tissu économique et social.

Face au désespoir que cultive Macron en constituant un gouvernement voué à rendre encore plus violente cette agression contre notre peuple, il dépend de nous d'ouvrir un débat à gauche. Les Françaises et les Français ne jugeront pas crédible une gauche qui prétendrait garantir pour tous un revenu universel en se résignant à ce que 20 % de la population soit privée par le chômage de contribuer à la création de richesses ; une gauche qui espérerait réparer les dégâts sociaux du

capitalisme par la fiscalité ; une gauche qui prétendrait combattre le réchauffement climatique en excluant le recours à l'énergie nucléaire ; qui ferait comme si la révolte mondiale de la jeunesse contre le racisme n'avait rien à voir avec des choix économiques qui font exploser les discriminations en rejetant une génération entière dans le chômage et la précarité ; qui ferait croire qu'un repli national protégerait notre peuple contre les méfaits de la mondialisation capitaliste, alors que la pandémie vient de montrer combien chaque être humain, sur la planète, a besoin de tous les autres...

Pour gagner, pour permettre le rassemblement, il est vital que nous participions activement au débat à gauche pour dépasser les oppositions métaphysiques entre Etat et marché, entre « fin du mois » et « fin du monde », entre « social » et « sociétal »... il faut une force qui montre où est l'adversaire – le capital – et qui montre la cohérence des luttes et des constructions institutionnelles à lui opposer. Une force qui aide les luttes sociales en affirmant de façon intransigeante que la crise ne justifie aucun chômeur supplémentaire, au contraire, qu'il faut ouvrir bien plus largement l'accès à la formation pour préparer l'avenir de nos filières économiques et pour permettre à chacune et à chacun de créer les richesses nécessaires à la sécurisation des revenus de tous. Une force qui fasse la lumière sur la mauvaise utilisation de l'argent au service de la rentabilité capitaliste, et sur les nouvelles orientations du crédit, de la politique monétaire, de la fiscalité et des dépenses publiques qui permettront d'atteindre les objectifs sociaux et écologiques dont dépend la survie de la civilisation. Une force agissante, dans les luttes, dans les territoires, pour arracher au capital le pouvoir de décider de cette utilisation de l'argent.

Il ne suffit pas d'un candidat ou d'une candidate communiste à l'élection présidentielle pour que cette bataille soit menée : nous le savons depuis 2007. Mais nous savons aussi, depuis 2017, que s'il n'y a pas de candidat ou de candidate communiste à l'élection présidentielle, ces idées ne seront pas défendues. Il faut donc les deux, la candidature et les idées. En créant les conditions, comme nous l'avons décidé au congrès, se décide dans la rude bataille contre le capital et contre le déferlement des plans de suppressions d'emplois et de réduction du coût du travail. Malgré notre affaiblissement, nous en avons les moyens, comme nous avons eu les moyens de mener la bataille des élections municipales. La campagne pour l'emploi qui fera l'objet du conseil national de début septembre fait partie de ces moyens. Elle donne dès cet été lieu à des initiatives qui devront converger vers une manifestation nationale à Paris.

Franck Mouly – Seine-et-Marne

Pour aborder des échéances électorales, le déni sur le bilan des précédentes n'est jamais une bonne idée. C'est un travers qui nous caractérise trop souvent et qui s'est récemment aggravé lorsqu'il s'est agi de tirer le bilan des élections européennes (moins de 2,5% et aucun élu) et aujourd'hui avec la lecture qui nous est proposée des élections municipales.

S'il faut se réjouir que des capacités de reconquête existent lorsqu'elles s'appuient sur des équipes, des personnalités et des stratégies rassembleuses, c'est en réalité le seul enseignement positif de ce scrutin.

Pour l'essentiel, il consacre un nouvel affaiblissement du Parti communiste. Affaiblissement symbolique avec des pertes emblématiques trop nombreuses comme à Saint-Denis ou encore à Champigny.

Affaiblissement statistique aussi, avec un nombre toujours plus important de nos compatriotes qui n'auront pas eu la chance d'avoir un maire communiste : 2 millions de personnes vivent aujourd'hui

dans une ville à direction communiste contre 2,4 millions il y a quelques semaines.

Nous réalisons certes quelques gains, mais essentiellement dans quelques villes de moins de 10.000 habitants. Partout ailleurs, nous reculons. Dans l'immense majorité des villes, notamment les plus importantes, au mieux nous freinons notre perte d'influence en nombre d'élus, mais ne le perdons pas de vue, c'est en participant à des coalitions dont nous sommes toujours moins les moteurs.

Plus grave, nos succès sont dus pour l'essentiel à la détermination des camarades sur le terrain, dans des conditions très diverses, sans identification claire de ce que le PCF pouvait porter nationalement dans cette séquence, quand d'autres forces jouissaient elles, d'un vent bien plus favorable. Cela interroge bien sûr pour la suite.

Or, la suite ce sont notamment les échéances de 2021, et bien sûr celles de 2022 qui ont déjà considérablement agité notre congrès d'il y a deux ans, et qui sont au cœur de déclarations publiques de nos principaux dirigeants.

Des camarades appellent publiquement à l'union la plus large, quoiqu'il en coûte pourrait-on dire, car sur le fond, on ne sait pas trop à quel nouveau compromis elle conduit. Je pense notamment au texte récemment signé par nos porte-parole appelant à un rassemblement qui risquerait de n'accoucher finalement que sur un ultime compromis *eco-social-démocrate*, plus épuisé que jamais, source de nouvelles désillusions pour notre peuple.

D'autres camarades de notre assemblée appellent quant à eux et invariablement, à une candidature communiste à l'élection présidentielle.

Compte tenu de la gravité de la situation économique et sociale d'ores et déjà d'une très grande violence pour la population et où nous allons affronter des forces considérables, inviter les communistes à choisir entre d'une part, une union floue dont on ne sait pas où elle conduit, et d'autre part un isolement clair dont on connaît fort bien l'issue, serait catastrophique puisque ces options font l'impasse sur les questions sérieuses qui sont devant nous. J'en cite trois :

1. est-il possible de bousculer enfin la pente de l'abstention, en continuant de privilégier comme nous le faisons les logiques partidaires, sur les logiques populaires, débat qui est porté à son point d'incandescence à Vitry-sur-Seine, et que nous venons par notre vote de refuser de clarifier ?
2. est-il possible de faire un effort d'innovation démocratique et de construire une dynamique d'un nouveau genre, associant les forces de la gauche de transformation écologique et sociale, les forces syndicales et citoyennes, à l'image des 18 d'organisations syndicales, associatives et environnementales qui ont appelé à préparer « *le jour d'après* », ou encore l'appel à un Big bang, bref aux forces engagées dans les combats de la crise anthropologique dans laquelle nous nous enfonçons, pour prendre le pouvoir sur la création de richesse, pour lutter contre toutes les discriminations ou encore pour le climat ?
3. est-il possible de donner aussi un débouché électoral à cette dynamique, aux élections départementales et régionales, et bien sûr en qualifiant un ou une candidate au second tour de l'élection présidentielle et en construisant des majorités électives au parlement ?

Travailler dans cette direction supposerait un effort inédit fait d'initiatives tournées vers l'extérieur, en particulier vers ces forces et initiatives citoyennes. Je n'en vois aucune trace dans le calendrier de travail qui nous est proposé, calendrier dans lequel en outre, l'apport potentiel de notre conseil national, me semble sous-estimé.

Raphaël Debu – Rhône (non communiquée)

Yann Le Pollotec – Seine-Saint-Denis

En 1995, Corbeil élisait Dassault comme maire dans le cadre d'une alliance nouvelle entre le lumpenprolétariat des cités et une nouvelle petite bourgeoisie réactionnaire habitant dans les zones pavillonnaires. En 2001, Lagarde dans le même cadre stratégique devenait maire de Drancy.

En 2014, cette alliance de circonstance a commencé à faire système et est devenue une méthode de conquête des municipalités communistes, à caractère mafieux au sens d'un système sociale de protection et de domination, où se mélange clientélisme, népotisme, corruptions, achats de voix, champagne de diffamation, de rumeurs, de fausses nouvelles, intimidations et violences physiques. Tous les coups sont permis. On va interdit physiquement de campagne tel ou tel quartier ou immeuble en s'appuyant sur les dealers. On met en compétition des individus avec pour critère le nombre de voix rapportées et comme récompense pour les « meilleurs » (sic) un emploi, un logement, un permis de construire.... On met en concurrence des communautés, des associations avec à la clef des promesses de subventions et de locaux. On exerce des pressions physiques jusque devant et même dans les bureaux de vote. Dans un quartier on va faire courir la rumeur que les communistes sont racistes, la gauche islamophobe, qu'ils veulent détruire la famille avec « la théorie du genre » et dans tel autre quartier on distribuera des tracts anonymes affirmant que le pcf va livrer la municipalité « aux arabes, aux noirs, aux roms, aux juifs... » selon les phobies racistes supposées des uns et des autres.

Lors des élections de 2020 on est passé une véritable industrialisation ce système où tout est planifié, organisé, structuré par de véritables entrepreneurs électoraux issus des partis de droite mais aussi de la mouvance sociale libérale inspirée par Terra Nova. Tout cela n'est pas sans évoquer la firme anglo-saxonne Cambridge Analytica fortement impliquée dans l'élection de Trump et le Brexit et dissoute après un scandale de vol massif de données personnelles. Cambridge Analytica n'était pas qu'une entreprise de marketing électoral exploitant de manières personnalisées les phobies des électeurs à partir des big-data, elle organisait clef en main une campagne électorale de A-Z allant du tract jusqu'à la compromission ou l'assassinat politique des adversaires. Outre les États-Unis et en Angleterre, ses terrains de chasse de prédilection ont été l'Afrique, l'Amérique latine, l'Europe de l'Est.

L'essentiel de l'efficacité de ce système repose sur une faible participation électorale des classes populaires. Il exploite le recul de la conscience de classe, la croyance qu'on ne pourrait pas changer collectivement la société et que la politique ne serait qu'un moyen de réussir individuellement en intégrant les bons réseaux et ayant les bonnes relations.

Les victoires de Corbeil, de Bobigny, de Noisy le Sec et de Villejuif ont montré que ce système n'était pas infailible et qu'il était possible de le battre. Il importe que nous en tirions tous les enseignements en matière de repolitisation des classes populaires, de constructions citoyennes solides menant de front luttes, construction du projet et de la liste, et d'organisation de nouvelles solidarités concrètes pour répondre ici et maintenant à l'urgence sociale immédiate. Car c'est sur l'incapacité à répondre individuellement dans un cadre collectif à cette urgence que ferment le terreau du clientélisme, du népotisme et de la corruption. On retrouve là le rôle décisif de l'action du Parti communiste pour passer de la « *classe en soi* » à la conscience de la « *classe pour soi* ».

Evelyn Ternant - Doubs

La violence de la crise, que nous annonçons depuis plusieurs mois, n'est plus de l'ordre de l'anticipation. Elle est là, et menace de détruire des vies, des territoires entiers, et de priver durablement le pays de capacités humaines pour répondre aux immenses besoins sociaux et écologiques.

Elle impose que l'énergie militante du parti soit dirigée sur des batailles politiques qui ne soient pas que le soutien défensif de l'emploi, mais qui, sur la base des mobilisations locales, soient

conjuguées et mises en cohérence dans des campagnes nationales portant le projet de transformer les rapports économiques en faisant reculer les pouvoirs du capital et unifier le salariat.

La situation actuelle de GE justifie une telle bataille politique nationale, car elle concerne un bien commun vital : la fourniture d'électricité, qui touche au quotidien de chacun, dont l'enjeu est qu'elle ne devienne pas un bien rare et cher, et que notre pays sorte d'une situation de dépendance extérieure lourde de menaces pour exercer des choix souverains.

Car GE détient des capacités de production essentielles à la filière de production de l'électricité : hydraulique, turbines à combustion, turbines équipant les centrales nucléaires, éolien, conversion et réseaux. C'est toute la cohérence et les savoir-faire d'une filière qui fournit 1/3 des équipements européens qui sont menacés de dislocation et de destruction.

Suite aux choix stratégiques depuis plusieurs années, par la direction de la multinationale de faire du cash, en détruisant des cohérences de recherche et de production, la situation financière de GE est critique, aggravée avec l'effondrement de la branche aéronautique (avec notamment l'échec du Boeing 737MAX) et la crise sanitaire,

Une grande réorganisation/restructuration est annoncée pour septembre, avec des fermetures de site en projet. Villeurbanne (69), Belfort (90), Grenoble (38), Aix-les-Bains (73), Champigneulle (54), comme des établissements de la région parisienne (Massy, Villebon, la Courneuve) sont potentiellement concernés. Plusieurs milliers parmi les 13000 emplois en France sont concernés.

Les pistes de diversification dans le développement de l'hydrogène, qui sont annoncées notamment pour Belfort, ne sauraient justifier la destruction de capacités de production d'équipements incontournables aujourd'hui et pour lesquelles les sites français disposent encore d'une excellence industrielle.

En fait tout serait à vendre chez GE. Et la cession de la partie Steam (centrales nucléaires) est de plus en plus concrète avec des industriels qui commencent à se positionner en réunissant des tours de table impliquant des groupes étrangers.

Le moment est donc venu de construire une grande bataille politique du parti communiste pour

- arrêter l'hémorragie d'emplois et de compétences
- rassembler pour une réappropriation publique de l'ensemble de la filière productive pour d'autres critères de gestion, fondés sur l'investissement, l'emploi, la qualification.

Il en va de l'approvisionnement en électricité de la France et de l'Europe, comme des choix souverains en matière de mix énergétique, car il n'y aura pas de transition énergétique sans maîtrise industrielle, pas d'écologie sans industrie.

Cette bataille pourrait à la fois s'appuyer sur la mobilisation des organisations du parti pour faire connaître largement l'enjeu de l'industrie de l'énergie, avec par exemple

- une carte-pétition diffusée dans les fédérations,
- une interpellation insistante du gouvernement par les groupes parlementaires.

Rappelons que le dossier est politiquement sensible en raison de l'implication de Macron dans la vente de la branche énergie d'Alstom à GE. La dimension de scandale d'état, le caractère stratégique de la fourniture d'électricité, et l'exigence citoyenne de maîtriser les choix en matière de mix énergétique, sont des points d'appui importants.

Le parti est la seule force politique à pouvoir impulser cette bataille aujourd'hui, compte tenu du rapport à l'industrie des autres forces de gauche, et à le faire dans toutes ses dimensions de mise en cause des pouvoirs du capital et de cohérence de filières entre services et industrie.

Ce sont ces batailles de fond qui donneront du sens à une candidature communiste à la présidentielle.

Marine Roussillon – Paris

Il faut avoir en tête le contexte de la séquence électorale qui s'ouvre: la crise sanitaire n'est pas

terminée, et le gouvernement va continuer à jouer l'angoisse et le chaos pour avancer ses pions. À cette crise sanitaire va s'ajouter une crise économique et sociale d'ampleur. Les élections vont se jouer dans un contexte explosif, favorable aux fonctionnements mafieux et aux propositions ultra réactionnaires. Nous devons donc rapidement faire entendre la possibilité d'une sortie de crise et démontrer l'utilité des élus communistes.

En septembre, la rentrée scolaire va se faire dans des conditions catastrophiques. Nous l'avons vu ces dernières semaines : l'éducation nationale n'est pas aujourd'hui en mesure d'accueillir tous les enfants dans des conditions sanitaires et pédagogiques de qualité. Le gouvernement n'a rien fait pour réunir ces conditions : au contraire, il utilise le contexte de crise sanitaire pour s'attaquer au service public d'éducation et en finir avec l'ambition d'une école commune à toutes les catégories sociales. Il réduit le service public au minimum, et incite les familles qui le peuvent à se tourner vers le privé. Avec le dispositif 2S2C, il accélère le transfert des compétences éducatives vers les communes: il s'agit de leur déléguer les enseignements culturels et sportifs, et d'accroître ainsi la concurrence entre les territoires.

Nous devons faire échec à ce scénario et défendre un service public d'éducation nationale pour toutes et tous. Nous devons donner à nos élus les moyens de répondre aux attentes de la population en terme d'accueil des enfants sans affaiblir le service public. Avec le réseau école, nous proposons que nos élus locaux, partout, réquisitionnent les locaux nécessaires pour accueillir tous les élèves dans des groupes réduits, et qu'ils interpellent l'État : nous avons réuni les conditions matérielles, recrutez les personnels nécessaires ! Parallèlement, nos parlementaires pourraient porter une proposition de plan de recrutement d'urgence dans l'éducation nationale.

Avec une telle campagne, nous ferons la preuve de l'utilité des communistes : en défendant une école de qualité commune à toutes les classes sociales, nous répondrons aux problèmes concrets de la population tout en portant un véritable projet de société.

Aline Guitard – Rhône *(non communiquée)*

Céline Malaisé – Paris

Quelques éléments à retenir des municipales :

- l'abstention notamment des classes populaires sur laquelle il faudra sérieusement se pencher
- la réactivation du clivage droite/gauche et le rôle des partis politiques traditionnels
- à gauche : la stratégie de rassemblement rose-verte-rouge et citoyenne a été gagnante
- défaite politique pour LREM et Macron dont sa réponse a été de nommer un gouvernement encore plus à droite largement mâtiné de membres réactionnaires et ultra-libéraux

Ces éléments doivent nourrir notre réflexion pour préparer les départementales et régionales qui auront lieu dans 9 mois. Ce sont des élections qui doivent être prises pour ce qu'elles sont, des élections locales qui vont décider des conditions de la vie quotidienne à travers les compétences de ces échelons (transports, éducation/formation, aides sociales, emploi...). Elles ne doivent pas être conçues comme le prolongement des municipales ou une répétition de 2021.

Elles vont se dérouler dans un contexte de crise généralisée et aggravée (sociale, économique, politique, démocratiques, climatique, environnementale, sanitaire, civilisationnelle...) qui va percuter ces scrutins. D'autres éléments également comme le débat sur un nouvel acte de décentralisation qui peut aboutir à un pouvoir réglementaire pour certains échelons et à un éclatement de l'unité de la République ou encore l'élaboration des CPER 2021-2027 qui seront un des piliers du plan de relance.

Nous devons nous fixer un objectif politique à notre parti : conserver le département du Val-de-Marne, en reconquérant, maintenir des élus régionaux et en conquérir de nouveaux et partout.

En Ile-de-France, les rapports de force sont ceux issus des municipales mais aussi des forces militantes et du bilan des équipes sortantes. Pour la Région, l'objectif politique que nous devons avoir est de tourner la page Pécresse dont le bilan est catastrophique pour les Franciliens. Elle a accru les inégalités sociales et territoriales et le partenariat naturel entre les échelons ne l'a été que pour certaines communes. Il est possible par la construction d'une alternative politique, sociale, écologique, solidaire et démocratique de regagner l'Ile-de-France. Possible et nécessaire. Cela passe par une combinaison de la construction d'une stratégie de rassemblement de la gauche, des écologistes et des citoyens combinée à des batailles politiques menées sur des questions du quotidien comme l'emploi, les transports, l'éducation... qui sont du ressort régional qui permettraient d'écrire un programme politique et d'être la base d'un accord pour une alternative majoritaire. La constitution des listes devra se faire à l'image de ce processus. Il faut y travailler. Comme premier jalon, les groupes communistes, socialistes, écologistes, Générations et radicaux vont constituer un intergroupe régionale qui pourra constituer un levier pour cette stratégie de reconquête.

Stéphanie Missir - Côtes-d'Armor (*non communiquée*)

Frédéric Boccara - Hauts-de-Seine

La crise va décupler dans les semaines qui viennent. Je parle de la crise économique et sociale, et ceci sans préjuger d'une possible seconde vague épidémique de Corona virus à l'automne. A la fin de l'année, selon les prévisions économiques, nous aurons 2 millions de chômeurs supplémentaires si rien n'est fait ! La crise économique et sociale avait commencé avant le confinement, les fins de CDD et de missions d'intérim ont généré presque un million de chômeurs, et avec l'automne, l'effectivité des plans de licenciements et les difficultés des PME/TPE, le second million peut vite arriver.

Alors bien sûr, il y a une sorte de sidération sociale, de moment d'attente. D'attente et de fatigue, un peu comme après le « lâche soulagement » qui a suivi les accords de Munich en 1938...

1- Expliquer, démasquer

Il nous faut donc argumenter : ils ont lâché sur la masse d'argent à mettre et, même, en apparence sur la nécessité de sécuriser les gens (en partie le revenu et l'emploi). Mais il nous fait dire très haut : « ils disent eux-mêmes qu'ils ne lâchent que transitoirement. Ils autorisent les plans sociaux, qu'ils accompagnent et qui vont générer des centaines de milliers de chômeurs. D'ailleurs ils ont laissé faire le premier million de plus. Macron et ses gouvernements successifs, ne font pas ce qu'ils peuvent. Ils soutiennent le capital et les profits, et encouragent la précarité. » Il faut mettre en cause leur type de mondialisation, comme nous avons commencé à le faire dans l'initiative nationale qui s'est tenue en février ici mêmes et dont je vous invite à prendre connaissance du compte-rendu dans *Economie et Politique*. Dire cela, c'est très différent que de prétendre que la crise est due à un problème de frontières ouvertes, de « mondialisation ».

Nous pouvons aviver la colère sur le fait que des masses d'argent sont déversées sur les entreprises... sans aucune condition ! Cette colère sourde des tréfonds de notre société, comme de responsables provenant d'un très large éventail. J'ai pu le constater tant autour de moi qu'au CESE. Nous devons utiliser cette colère pour faire comprendre, expliquer démasquer. Lui donner un sens et avancer des alternatives :

- Cet argent, c'est l'argent de tous, il doit être au service de la collectivité, pour que l'Etat agisse sur les entreprises et les banques et pour développer les services publics
- Il faut une autre mondialisation, de coopération, face au Corona virus, et face aux multinationales, ce qui implique de tout autres traités que les traités actuels comme le CETA, TAFTA et autres, ce qui implique une création monétaire mondiale au service de la coopération, d'autres règles européennes de coopération, mais aussi une autre gouvernance mondiale

2- L'heure des capacités humaines.. !

Donner du sens, c'est insister sur le besoin absolu de mettre les capacités humaines au cœur de toutes réponses. Au lieu de mettre le capital. Car les capacités sont décisives, et le sont devenues plus que jamais avec la révolution informationnelle.

Car les travailleurs ont montré leur rôle décisif face à l'épidémie et durant le confinement. Il faudra bien les mettre au centre et qu'ils conquièrent des droits et pouvoirs nouveaux. C'est le sens de l'histoire. De même que les soldats de l'an II qui avaient sauvé la République et la Révolution ont conquis une citoyenneté nouvelle, de même que les hoplites athéniens sauvant la République ont conquis des droits démocratiques inédits.

Car le travail a changé : son contenu, son sens qui doit être partagé pour être efficace et, peut-être surtout, le rôle de la créativité humaine des travailleuses et travailleurs de vient décisif.

Bref, les capacités humaines sont au cœur du défi écologique, qui exige inventivité, formation, créativité. Les capacités humaines sont aussi au cœur des besoins de vie, d'un travail à la fois épanouissant, produisant de bonnes richesses en quantité suffisante, et pour ne pas s'épuiser à produire sans sens. Elles sont au cœur de l'exigence de réduction du temps de travail liée au besoin de temps de vie, de temps de formation, mais aussi de temps pour la démocratie !

3- Des milliers de milliards... pour quoi pour qui ?

Il ne faut pas se faire avoir par le discours du gouvernement qui parle de 500 mds. D'une part il gonfle ces 500 milliards en comptant dedans des engagements de garantie des prêts qui ne sont pas une dépense (environ 400 Md€) d'autre part il ne compte que la dépense budgétaire de l'Etat et omet les milliards de la BCE !! Celle-ci met 1.500 milliards pour les dépenses publiques (« quantitative easing ») : ils doivent aller aux services publics. Elle met de l'autre côté 3.000 milliards dans les banques : ils doivent financer un crédit pour les investissements développant l'emploi les richesses créées, écologiques. Ils ne doivent pas financer la spéculation ou les investissements détruisant les emplois, voire les délocalisations ! La France représente environ 20% de la zone euro, c'est donc peu ou prou 900 milliards supplémentaires qui sont déversés dans notre économie (exigeons que cela fasse 300 milliards pour les services publics et 600 milliards pour un tout autre crédit bancaire aux entreprises !). C'est de cette façon que nous affronterions la crise et c'est de cette façon que cette masse énorme d'argent ne nourrirait pas l'inflation, y compris financière, ni la crise écologique parce que la condition est qu'une production suffisante et écologique soit effectuée en contrepartie !

4- Politiser, politiser face au résultat des élections municipales

Il nous faut collectivement trouver les voies pour politiser la bataille : mobiliser les communistes sur les batailles sociales mais aussi sur les institutions. C'est dire si en pratique nous devons avancer sur la relation main dans la main entre militants et élus, pour une intervention démocratique populaire pas seulement protestataire mais débouchant sur une autre action des institutions publiques. Ou sur leur mise en cause pour une autre politique.

La politisation, c'est ce qui a fait cruellement défaut aux élections municipales. Et la responsabilité en revient à nous, notre collectif de direction que doit être le Conseil national.

D'autant plus que les résultats nationaux des élections municipales semblent faire ressortir, en pourcentage, un renforcement de la droite au-delà des grandes métropoles conquises par la gauche et les écologistes.

De notre côté, face la crise du PCF est engagée déjà depuis un certain temps. Avec d'une part le recul du nombre d'habitants vivant dans des villes administrées par un maire PCF, mais d'autre part des reconquêtes importantes (Villejuif, Bobigny, Noisy Le Sec, et d'autres), et qui sont le fruit d'un travail tenace et patient de sections et fédérations du parti, ces élections montrent qu'il s'agit bien de crise, dont l'issue est ouverte, et non pas de déclin.

Le 38^e congrès a cherché à mettre un terme à cette crise, mais cela peut prendre un temps car elle poursuit en partie sur son erre, d'autant que les efforts de direction sont contradictoires. Il nous faut analyser en détail les résultats et ne pas se voiler la face.

En particulier, ne laissons pas orienter le débat politique et l'interprétation des élections sur « rassemblement ou pas ». Sinon les errements des décennies précédentes vont se poursuivre.

La question qui devrait polariser le débat politique est celle de l'utilisation de l'argent pour les besoins humains : écologie et emploi ! Ce qui pose trois enjeux à mettre en cohérence : démocratie nouvelle (pouvoirs), sens (travail, emploi, hors travail), action sur les entreprises et les services publics (produire quoi, comment, quels investissements, quelles technologies, ..).

Notre stratégie, par exemple aux régionales, pourrait s'inspirer de la façon dont les écologistes ont mis au centre du débat qu'il faut leur confier leviers institutionnels sur l'écologie (vice-présidences régionales, etc.). Nous, nous pourrions installer le fait que les communistes doivent être en charge de l'utilisation de l'argent dans les entreprises, avec des institutions démocratiques nouvelles : des Fonds en levier sur les entreprises et les banques. Cela ne me gênerait pas qu'on nous appelle des « fondistes » : des fonds partout, comme hier des « soviets partout » ! Des fonds cela veut dire des nouvelles institutions et de l'argent à la fois, et agissant sur l'économie, de nouvelles institutions démocratiques pour agir sur l'économie... C'est toute une nouvelle cohérence entre pouvoirs, moyens et objectifs de société que nous pouvons porter.

5- Une candidature communiste aux présidentielle pour un apport de l'originalité communiste et pour construire un grand mouvement populaire et citoyen contre la domination du capital Prenons la colère, organisons-la, pour l'orienter vers du nouveau, vers des institutions nouvelles. Pas vers la haine de l'autre, du voisin, de celle ou de celui jugé différent comme le préconise le RN, mais aussi les fédéralistes européens !... Répondons aussi au désarroi de celles et ceux qui pensent qu'il n'y aurait rien d'autre à faire que, soit laisser faire, soit se soumettre au capital qui va nous laisser quelques miettes avec Macron aujourd'hui ou la droite demain.

Le sens de notre bataille c'est toute cette originalité communiste nouvelle, inscrite d'ailleurs dans le texte de congrès, Le Manifeste, toujours pas publié par la Direction nationale... !

Ayons confiance, cette originalité communiste, « c'est le moment » où elle peut être entendue. Rien n'est plus fort qu'une idée arrivant au bon moment, comme l'écrivait Victor Hugo.

C'est dire l'importance de l'originalité communiste, non seulement pour la gauche mais aussi pour notre pays.

C'est par ce type de bataille que nous pouvons construire les conditions d'une candidature communiste à l'élection présidentielle (notre engagement de congrès), à la fois pour marquer cette élection dans un paysage dominé, pour le moment, par les droites, et pour construire pour la suite ce grand mouvement populaire et citoyen contre la domination du capital pour l'emploi et la dignité de toutes et tous. Il s'agit de construire en France, en Europe et dans le monde de nouvelles sécurités émancipatrices.

Danielle Blasco - Lot-et-Garonne

Le résultat des élections municipales est extrêmement grave.

Grave de par le pourcentage très élevé du taux d'abstention de près de 60%. C'est du jamais vu pour des élections municipales.

L'on peut certes invoquer le COVID comme élément sanitaire, mais c'est un peu court.

Cette situation nouvelle interroge les communistes du lot et Garonne.

Elle signifie que pour les couches populaires et quel que soit l'attelage à gauche, celle-ci n'incarne plus une alternative politique crédible.

Les victoires de la gauche, y compris les nôtres, sont donc des victoires sans base sociale. Cela hypothèque sérieusement l'action des exécutifs locaux et leur capacité à répondre aux besoins des populations. Elus avec 20 % maximum des inscrits, on ne représente pas une majorité significative. Cela fragilise l'activité des exécutifs.

Or pour porter une bataille d'ampleur contre les régressions à l'œuvre, nous avons impérativement besoin d'une base sociale forte.

Cela relativise beaucoup la petite musique médiatique sur les résultats électoraux. Concrètement, il n'y a pas de vague verte. Et pas seulement parce que les maires écologistes ont été élus dans le cadre de listes d'union à gauche. Mais bien parce que les victoires ont été acquises avec une moyenne de 16 % des inscrits. La mairesse de Strasbourg, le maire de Bordeaux sont élus avec 15%

des inscrits. Ce n'est pas une vague mais une petite vaguelette. Et être élu avec 14% des inscrits ne fait pas non plus une vague pour l'union de la gauche.

Nous devons être mesurés sur ces victoires électorales. D'autant plus que souvent nous ne sommes pas en position de force dans ces unions à gauche.

En réalité, la droite s'en sort bien et cela malgré une série de reculs sociaux massifs (cheminots, gilets jaunes, retraites, hospitaliers). Et cela va continuer !

On ne peut se satisfaire de cette situation-là. Il nous faut créer les conditions pour que l'on apparaisse porteur d'une alternative.

Nous sommes dans un contexte social qui va empirer. Avec d'un côté le recul de la croissance, la réduction des droits sociaux et des libertés publiques et sociale, l'augmentation du chômage de masse, l'affaiblissement du tissu productif, l'austérité renforcée sur la dépense publique et sociale. Et de l'autre, les grands groupes qui continuent à distribuer des dividendes, la reprise de la spéculation sur les marchés financiers, le renforcement du pouvoir financier sur la production et sur les institutions. Les contradictions du capital dont les travailleurs et la planète sont les premières victimes vont s'intensifier.

Il va donc falloir donner du sens à notre contre-offensive sociale si nous voulons qu'elle porte.

C'est pourquoi nous nous réjouissons du travail du CN sur l'emploi en lien avec la SEF le 5 et 6 septembre. Il est indispensable si nous voulons faire émerger un rapport des forces et une alternative politique dans ce contexte difficile.

Il faut en faire un outil pour avancer sur d'autres dossiers dans le débat public. C'est essentiel pour traiter des collectivités locales (les élections départementales et régionales arrivent), quand le gouvernement n'a eu de cesse de solliciter leur soutien financier pour le covid mais qu'il continue de ponctionner en exigeant d'elles de nouvelles économies et qu'il laisse aujourd'hui seules pour affronter la chute de leurs recettes liée à la crise économique. La SEF est le moyen d'assurer le financement pérenne de nos collectivités locales.

C'est idem pour les attaques qui vont avoir lieu contre la sécurité sociale et qui risquent de la mettre définitivement à bas. Alors que nous fêtons le 75ème anniversaire de la création de la sécurité sociale, on nous annonce un déficit astronomique, qui va servir à justifier la casse des dernières solidarités.

Nous devons traiter la question écologique, l'industrialisation, la production en mettant en place des chantiers de travail, faire monter dans le débat public des alternatives. La parole communiste doit y apparaître. Nous devons incarner l'alternative.

L'union de la gauche comme seule solution serait une erreur. Toute la sociale démocratie est en crise et en échec dans ses solutions. Ces élections municipales le montrent. Il faut pouvoir réactiver le débat à gauche sur les contenus d'alternative. Les idées communistes que nous portons doivent de nouveau irriguer le débat public. Nous avons besoin de redonner un coup de fouet au parti, il doit redevenir un outil réel pour les luttes.

La direction nationale doit donner des signaux clairs qui s'inscrivent dans nos choix du 38 -ème congrès. Fabien a donné quelques pistes et nous devons nous appuyer dessus. Mais il faut les rendre encore plus visibles. Pour cela nous devons travailler sur la réorganisation du parti, son développement dans les quartiers populaires, dans les entreprises, sur la politique financière, il faut redonner de l'espoir aux communistes sur l'enjeu. Nous devons clarifier ce que nous voulons. Et je considère que le parti communiste reste un parti révolutionnaire.

Je voudrais pour finir aborder une question de ces municipales qui s'est révélée importante pour notre département. Dans le Lot et Garonne nous faisons le constat d'une nouvelle stratégie du PS. Si effectivement l'union a pu se réaliser dans certaines villes, le PS et les verts ont fait un test de ré-ancrage de leur alliance y compris avec la droite au second tour, voulant à tout prix écarter les communistes.

Sur la ville de Marmande la gauche partait unie depuis 1983. Lors de ces municipales, le PS a mis des conditions telles que l'on ne pouvait les accepter.

Les communistes ont donc constitué une liste d'union populaire composée de sympathisants communistes, de sympathisants socialistes, d'insoumis, de gilets jaunes qui a réalisé près de 9% des

suffrages. Dans ce contexte-là, c'est une victoire. Malgré ça, le PS a rejeté toutes possibilités d'alliance au second tour. Notre volonté n'était pas d'avoir un strapontin mais un siège dans le paysage politique. Collectivement la liste menée par l'élu communiste a décidé d'un vote nul ou d'une abstention pour le second tour.

Cette situation c'est également passée en Dordogne, ainsi que dans d'autres départements de la nouvelle aquitaine.

Cette expérimentation locale doit nous faire réfléchir collectivement au plan national. Cette tentative de reconfiguration des alliances politiques à gauche à l'initiative de nos partenaires d'élection habituels renforce le besoin d'avoir une parole communiste autonome dans le débat public national. Nous devons utiliser tous les canaux pour y parvenir. Notre congrès a donné des pistes. Il faut que l'on s'en serve.